



La SPL devrait être dissoute une fois le retrait du Département rendu officiel.
PHOTO J.-F.O.

MENTON Le conseil municipal extraordinaire de jeudi soir a été suspendu après que le quorum a été rompu. L'unique délibération à l'ordre du jour, à propos de la gestion des ports, devra être votée la semaine prochaine.

SPL des ports : bref répit pour les administrateurs

PAR ALICE ROUSSELOT / AROUSSELOT@NICEMATIN.FR

DANS LE PETIT manuel du conseil municipal à l'attention des Mentonnais, une définition mérite de plus en plus d'être consultée. Quorum (nm) : nombre minimum de membres présents pour qu'une assemblée puisse valablement délibérer. « Le quorum doit être atteint lors de la discussion de toute question soumise à délibération. Aussi, si un conseiller quitte la séance, celle-ci ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint nonobstant le départ », précise-t-on sur les sites gouvernementaux.

Autant dire qu'avec un maire mis en minorité, comme Yves Juhel aujourd'hui, le rapport de force peut facilement s'inverser. Les pouvoirs n'étant pas pris en compte dans le calcul.

« Je me suis senti inutile »

Jeudi soir, le départ des opposants du groupe « Unis pour Menton » en cours de séance [lire notre édition d'hier] aura ainsi eu un impact non négligeable : le maintien – bien que temporaire – des administrateurs de la SPL et du représentant de la Ville à l'assemblée générale. Alors que l'unique délibération à l'ordre du jour portait sur la révocation desdits administrateurs et sur la désignation des nouveaux.

La séance avortée n'est pas à jeter aux oubliettes pour autant, dans la mesure où elle a été le théâtre d'une confrontation atten-

due entre le maire et ses anciens alliés.

Alors qu'Yves Juhel – entouré des seuls Sylviane Royeau et Nicolas Amoretti à la tribune – vient de proposer un petit exposé sur le déroulé du vote, le président de la SPL demande la parole.

« Vous dites dans cette délibération que nous avons déchargé Marina Giardina de son poste de présidente de la SPL parce qu'elle refusait de nommer un directeur général. Ce qui est faux, et vous le savez, clame Hervé Vialonga. Nous nous étions déjà plaints du fait que l'on n'arrivait pas, nous, administrateurs, à avoir beaucoup d'informations. Vous m'aviez même répondu que nous avions la majorité et que nous n'avions qu'à voir avec elle pour que cela s'arrange. Sauf que ça ne s'est pas arrangé », introduit-il, d'une voix lasse. Avant de revenir sur un épisode qui l'a particulièrement marqué. Quand, en amont d'un conseil d'administration, Yves Juhel et Marina Giardina ont fait bande à part. Et que malgré leur demande appuyée, les administrateurs n'ont pas pu prendre part à ces échanges.

« On vous a ensuite demandé si cette réunion portait sur la SPL. Vous nous l'avez confirmé. Mais impossible de savoir de quoi vous parliez. Ça m'a excessivement choqué. J'ai alors demandé à Marina de convoquer une AG pour sa révocation. Un directeur géné-

ral, on n'arrivera pas à en recruter quoi qu'il arrive, car il reste trop peu de temps de vie à la SPL pour que quelqu'un de qualité vienne », complète-t-il. Insistant sur le côté déplaisant de ne pas pouvoir établir de dialogue avec la P.-D.G., seule décisionnaire à ses yeux.

« Nous apprenions les choses par Radio Ponton. Ce n'est plus possible comme ça. Moi, à 70 ans, je me suis senti complètement inutile et un peu bafoué. Peut-être qu'on s'est un peu trop énervés mais je pense que la cause était juste. Peut-être qu'on aurait mieux fait de démissionner, cela aurait créé moins d'histoires... »

« C'est abject »

« Le maire a tout de même le droit d'aller voir la présidente de la SPL s'il le souhaite, sans vous demander l'autorisation ! », lui rétorque Yves Juhel. Rappelant que tout changement dans la gouvernance de la SPL doit nécessairement passer en conseil municipal. Avant de dégainier : « Le fond du sujet, c'est que vous souhaitiez tous les trois – soutiens actifs de M. Champion – avoir la main sur la SPL afin de favoriser certaines choses pour un certain nombre de gens susceptibles de voter pour vous. Vous vous en êtes même vantés : vous disiez que Marina Giardina ne voulait pas changer les listes d'attente des anneaux alors que cela pourrait faire gagner des voix. Mais elle

avait raison : c'est illégal. » Et le maire de dénoncer des « méthodes pas correctes », autant qu'une opération « basement politique ». Des manœuvres qu'il considère comme vaines, alors que le Département doit officialiser son retrait de la SPL en séance du mois de novembre. « Dans deux mois, ce sera le constat que la SPL va mourir d'elle-même et qu'il faudra la dissoudre », lâche Yves Juhel.

Ulcéré par les propos du maire, Jean-Claude Alarcon – également administrateur – s'empresse de donner sa version des faits. « Dire que c'est du clientélisme, c'est abject. Quand on reçoit des sollicitations des gens mais que ce n'est pas possible, on sait dire non, assure-t-il. La vérité, c'est qu'on voulait juste être à l'écoute des usagers des ports. La P.-D.G. n'était pas sur le terrain comme nous. Apprendre des choses, sur les quais ou aux Sablettes, dont nous ne sommes pas au courant en tant qu'administrateur, ça suffit. »

Pas un mot, en revanche, sur le contenu de la lettre transmise au maire en début de conseil, avec l'étonnante consigne de ne l'ouvrir qu'en fin de séance. Et pour cause : Jean-Claude Alarcon l'a soigneusement récupérée. En attendant de remonter sur le ring.

« Face à leurs responsabilités »

AU SORTIR DE la séance mouvementée, la cheffe de file d'« Unis pour Menton », Sandra Paire, explique avoir voulu mettre les autres élus « face à leurs responsabilités » en rompant le quorum. « Depuis la nomination de Mathieu Messina à la tête de la SPL, on savait qu'il y avait des choses douteuses. Nous avons demandé des explications, alerté, mais personne ne nous a écoutés », souffle-t-elle. Confirmant qu'avant la tenue du conseil extraordinaire, le maire a reçu tous les groupes d'opposition dans l'espoir d'obtenir les voix nécessaires pour adopter la délibération.

« Le seul moyen qu'il ait trouvé, c'est de nous faire rentrer dans la SPL. Mais comment voulez-vous accepter quand vous n'avez pas les comptes de 2022, de 2024 ? Dans ces conditions, c'est non. » Sur sa présence au second round du conseil, Sandra Paire reste évasive. La stratégie n'a pas encore été définie.

En prévision de cet acte II, le maire reconnaît quant à lui ne pas avoir toujours choyé ses soutiens originels. « Il y a des élus que j'ai pu mal comprendre, auprès desquels je ne me suis pas assez bien expliqué, et ils se sont mis en retrait. Au prochain conseil on s'apercevra que certains prendront une autre position le moment venu ; ils seront candidat à des postes à la SPL. Vous aurez des surprises... »



Hervé Vialonga reste temporairement président de la SPL.
PHOTO J.-F.O.

LA DÉCLAI

« Même si j'ai pu lire dans la presse que certains considèrent l'opposition comme 'ringarde', nous continuerons toujours à défendre avec 'ringardise' les intérêts de nos administrés. Les Mentonnais méritent une gestion claire, stable et transparente. »

L'élue (et candidate) Sandra Paire, en référence aux récents propos de Louis Sarkozy – qui brigue lui aussi la mairie – sur l'actuelle opposition mentonnaise.